

LA GREVE DE L'UNIVERSITÉ

25 30 novembre

UNE GREVE PAS COMME LES AUTRES OU HUIT JOURS A LA CAMPAGNE ? PAR MARTINE MICHELAND, VICE-PRESIDENTE DE L'U.N.E.F.

LES chahuts estudiantins sont dans la nature des choses ; « depuis qu'il existe des étudiants, ils manifestent au Quartier Latin », déclarait M. Fouchet à des responsables de l'U.N.E.F. qu'il avait convoqués. La grève de l'Université, remarquablement suivie du 25 au 30 novembre à Paris comme en province n'était pas dans la nature des choses, mais la nature du pouvoir qui refuse le dialogue rendait l'épreuve de force inéluctable.

Bien sûr, depuis une dizaine d'années, les grèves et les manifestations à l'occasion de la rentrée universitaire sont devenues une tradition. L'Indochine, l'Algérie, la force de frappe se sont successivement taillées la part du lion dans le budget de l'Etat. L'Education nationale, précisément à l'heure où elle doit faire face à un extraordinaire afflux de jeunes se voit octroyer des budgets de misère. Alors, professeurs et étudiants manifestent et les vieux slogans sont toujours d'actualité : « Des amphes, pas de canons ».

MAIS cette année quelque chose est changé. D'autres mots d'ordre, d'autres voix se font entendre : « Non au bachotage », « Salaire étudiant », « Des cours, pas de sermons », « Les étudiants veulent travailler, qu'on leur en donne les moyens ». Cela ressemble à la revendication d'un statut d'adulte. Dans les structures actuelles de l'Enseignement supérieur, l'étudiant est un produit de l'assistance sociale. **Il dépend de sa famille.** Sur le plan affectif, c'est un adolescent d'un type particulier, un enfant prolongé : il est pour ses parents un objet d'admiration ou d'affection de couveuse. La réaction de l'étudiant, positive ou d'opposition traduit son immaturité. Sur le plan financier, on sait également que l'aide matérielle de la famille entretient des relations de dépendance.

L'étudiant dépend de l'Etat qui a les mêmes égards pour lui que pour les invalides ou les anciens combattants : tarifs réduits, repas à 1,20 franc, cités universitaires, pas pour tous, mais on construira des campus. Et puis, il y a les bourses pour les plus nécessiteux qui attendent avec impatience le verdict des commissions d'attribution. Aura-t-on, n'aura-t-on pas les 200 ou 300 francs mensuels qui permettront de poursuivre des études mais ne dispenseront pas du travail noir ?

L'étudiant, enfin, dépend de ses maîtres. L'enseignement n'est pas conçu pour favoriser la participation des enseignés à l'élaboration de la Culture. Le maître, dépositaire du Savoir, officie et prêche, entretenu dans cette attitude par la passivité

de l'étudiant habitué depuis le primaire à cette dépendance. Tout au long de l'année universitaire, dans des amphes pourtant surchargés, l'étudiant est seul, face à ses professeurs-juges. L'obtention de la peau d'âne lui donnera accès, bien plus tard, au monde de l'autonomie intellectuelle, au monde des adultes où l'on gagne sa vie.

Les méthodes de l'Université libérale favorisent la passivité, l'individualisme et le manque d'esprit critique. Le contenu de l'enseignement, dogmatique, désuet, permet l'accession à une culture bourgeoise mais n'est plus adapté aux nécessités du monde économique. Les facultés traditionnelles ne forment pas de professionnels, par contre une multitude d'écoles techniques créées devant l'évidence des besoins, sur des initiatives privées, souvent patronales, secrètent, en toute hâte, des cadres moyens trop spécialisés, difficilement reconvertibles. Il serait trop long de faire ici le procès de l'Enseignement supérieur.

L'Université n'a pas de rendement ; la machine à produire les cadres de l'économie est grippée : trop nombreux échecs aux examens, inadéquation de la formation aux futures activités professionnelles. Cela ne peut pas laisser les Pouvoirs publics indifférents. Aussi, M. Fouchet a-t-il pris la décision de « réformer l'Enseignement supérieur » et a-t-il nommé à cet effet une commission de dix-huit sages. Les syndicats enseignants et étudiants n'y sont pas représentés. La commission a trois mois pour déposer ses conclusions. C'est très court : ou bien les travaux de la commission seront très incomplets, ou bien l'orientation est déjà dessinée. Diverses déclarations nous laissent à penser que la deuxième hypothèse est la bonne.

EN Droit, en Lettres, les étudiants affluent plus nombreux qu'en Sciences, discipline déficitaire. Alors, on entretient le mythe qu'il y a trop d'étudiants et l'on parle d'un examen d'élimination à l'entrée en faculté. Les facultés dispenseraient un enseignement « d'élite » ; pour le reste, un enseignement accéléré formerait les cadres moyens et spécialisés en fonction des besoins de l'économie. Les dirigeants de l'économie seraient largement consultés pour la mise en place de ce nouvel enseignement, ce qui va de soi à l'heure où le gouvernement confie aux préfets « coordinateurs » d'importantes responsabilités en matière d'enseignement et de direction économique.

Les étudiants ne veulent plus de l'université faussement libérale qui craque de toutes parts. Ils ne veulent pas non plus de l'Université technocratique que leur préparent les ministères de la V^e République. Ils ont fait grève, ils ont manifesté parce que, dans leur grande majorité, ils veulent une Université démocratique dans son recrutement, certes, mais aussi dans ses méthodes, ses structures et le contenu de son enseignement. Ils veulent un travail moins abêtissant, qui soit créateur et rémunéré. Ils veulent des conditions de vie moins infantilisantes.



il est difficile d'exprimer ces revendications qualitatives par une grève qui est un acte brutal de refus, une façon radicale d'exprimer que l'on n'est pas d'accord. Une grève a des objectifs immédiats ; les nôtres étaient un ajustement du budget de l'Education nationale aux prévisions minimum du IV^e Plan (équipements, création de postes d'enseignants) et la participation étudiante à une commission de réforme de l'enseignement supérieure composée démocratiquement ; ceux de nos professeurs, des salaires décents.

Nous savons d'ores et déjà que nous n'aurons pas satisfaction sur ces points. Mais nous savons aussi que les changements que nous voulons introduire dans l'Université ne sont pas de ceux que le Pouvoir octroie, mais de ceux que nous pourrions conquérir de longue lutte.

Il faut briser l'individualisme du milieu étudiant. C'est dans cette perspective que l'U.N.E.F. et les associations d'étudiants ont lancé cette année l'opération des groupes de travail universitaires. Contrôle collectif des connaissances, recherches menées en équipes doivent permettre une rénovation de la pratique universitaire. Un peu partout des G.T.U. se créent. Et voilà que la simple décision de leur mise en place pose toute une série de problèmes. Où se réunir ? Il n'y a pas de locaux. Comment travailler en ? Quelles relations instaurer entre le groupe et le corps enseignant ? Le dialogue avec les professeurs s'amorce, les résistances se précisent. Par amphi, le bilan de l'opération G.T.U., le recensement des besoins ainsi révélés devront s'effectuer

méthodiquement et aboutir à la rédaction de cahiers de revendications. Ceux-ci serviront de base aux travaux des A.G. et du bureau national lorsqu'il s'agira de préparer le V^e Plan.

LE dialogue qui s'instaure entre les professeurs et les étudiants sur les problèmes précis du travail quotidien amorce concrètement cette cogestion de l'Université que nous avons jusqu'à présent revendiquée dans une optique un peu bureaucratique. En effet, l'important n'est pas d'obtenir un strapontin pour les représentants étudiants au conseil de la faculté, mais d'imposer peu à peu la mise en place de structures de dialogue, discipline par discipline, qui intéressent l'ensemble du milieu étudiant. Ces conquêtes-là, si elles changent la nature des relations du travail à l'université seront irréversibles.

Dans beaucoup de facultés, la grève a été l'occasion de discussions informelles entre professeurs et étudiants. La contrainte des emplois du temps, le rite intangible du cours ou du T.P. étaient pour six jours suspendus. Pouce ! On ne joue plus, on discute sérieusement entre professeurs et étudiants grévistes. Mais ces débats que d'un commun accord les participants ont estimés fructueux n'ont pas été assez nombreux, pas assez préparés. Beaucoup de professeurs acceptent mal de descendre de leur chaire, de venir bavarder dans l'amphi, en un mot de se remettre en cause. Beaucoup de professeurs aussi n'ont pas fait grève.

Il est maintenant certain que le succès de notre semaine de grève a été assuré par les étudiants. Les professeurs qui maintenaient leurs cours n'avaient pas grand auditoire. Chez nous les mots d'ordre ont été remarquablement suivis, la grève votée à des pourcentages impressionnants. Souvent, on s'est laissé facilement convaincre, parce que, bien sûr, on manque de place dans les amphis mais aussi parce que l'on pouvait partir huit jours à la campagne. Si une majorité d'étudiants a participé aux actions de la grève, beaucoup ont quitté leur ville universitaire. L'auraient-ils fait aussi allègrement s'ils avaient été rémunérés ? Dans les écoles normales supérieures, les discussions ont été très longues avant la décision de grève, pourtant prise à une très forte majorité. C'est qu'une partie du salaire était en cause et on voulait savoir pourquoi on allait la perdre.

Cette grève n'est qu'une étape victorieuse dans notre lutte pour la réforme de l'Université. Si nous ne cessons de nous battre pour obtenir que notre travail soit productif, créateur, que notre statut soit celui d'êtres majeurs et responsables, alors, nous n'aurons pas mauvaise conscience à réclamer un salaire et nos grèves ressembleront de moins en moins à des parties d'école buissonnière.

M. M.

• **LUNDI 25 NOVEMBRE - STRASBOURG - RENNES - NANTES - BORDEAUX - PARIS... L'UNIVERSITE COMMENCE SA GREVE.** • **A LA SORBONNE, DES 7 h 30, LES PIQUETS DE GREVE SONT EN PLACE. AUCUN COURS N'AURA LIEU.** • **LA GREVE A DURE 6 JOURS, EN LETTRES ET SCIENCES, 2 DANS LES GRANDES ECOLES. POUR LES AUTRES DISCIPLINES, LA DUREE A VARIE SELON LES VILLES UNIVERSITAIRES.** • **SUR L'ENSEMBLE DE LA SEMAINE : BESANÇON, BORDEAUX, GRENOBLE, LILLE, TOULOUSE, F.G.E.I., PARIS-SCIENCES, REIMS, E.N.E., RENNES... ONT FAIT GREVE A 100 %.** • **LE 29 NOVEMBRE, 340.000 ETUDIANTS ETAIENT EN GREVE...**

— La grève des étudiants n'aura pas été un simple arrêt de travail — Si une telle grève ne peut certes pas prétendre agir et alerter l'opinion en paralysant un secteur de l'économie, elle a voulu obtenir la participation de chacun.

— **DES MANIFESTATIONS** se sont déroulées à Paris, Lille, Grenoble, Bordeaux, Caen, Dijon, Nantes, Orléans, Reims, Rennes, Strasbourg.

— **DES MEETINGS** ont été organisés à Toulouse, Lyon, Poitiers, Grenoble.

— **DES COLLOQUES** ont réuni étudiants et enseignants à Besançon, Dijon, Lyon, Marseille, Nancy, Reims, Rennes, Strasbourg, Toulouse...

PARIS, LE 29 NOVEMBRE. — Toute une partie de Paris en état de siège, des milliers d'agents, de gendarmes, de gardes mobiles, de, C.R.S., un formidable déploiement de matériel lourd, des cars blindés sur les trottoirs. A 12 h 30, il est impossible d'aller rue Soufflot à l'U.N.E.F., à 13 h : la Sorbonne est inaccessible, partout les forces de police empêchent de passer. On ne descend plus le boulevard Saint-Michel, le bouclage du quartier de la Seine à Port-Royal, du Panthéon à l'Odéon, s'opère en quelques minutes.

Pourtant les étudiants sont là, nombreux, très nombreux ; isolés, par groupes de deux, par groupe de 10 jamais plus car immédiatement un flic demande la dispersion ; ils circulent d'un barrage de police à un autre barrage de police. Un seul mot d'ordre : Montez vers le Bullier ! Brusquement, à 14 h 45, la manifestation démarre sur le boulevard du Montparnasse aux cris de « Fouchet démission », « des amphis, pas de canons », « liberté syndicale ». Barrages, heurts, cris, pancartes, slogans ; on se regroupe, on se replie, on progresse... Vavin, Raspail, Montparnasse, Odéon, Ministère de l'E.N., rue de Rennes, Port-Royal, Rivoli, des milliers d'étudiants se regroupent, sans cesse la police intervient pour les disperser. Rue de Rennes, un nouveau mot d'ordre commence à circuler de bouche à oreille : 17 h à Réaumur. 1.500 étudiants s'y retrouvent et manifestent un moment sur les Grands Boulevards.

Pendant une heure encore les étudiants restent mobilisés, Certains arrivent jusqu'à la place de la Sorbonne. La police opère des arrestations ; elle disperse les groupes avec des pompes à incendie.

A 19 h 30 enfin les forces de police quittent le quartier.

316 étudiants sont arrêtés ; 40 sont blessés. Malgré 5.000 flics, malgré l'action psychologique de la radio et des journaux, malgré la grève qui pendant 5 jours a donné aux étudiants la possibilité de rester chez eux, 10.000 étudiants ont manifesté tout l'après-midi leur opposition à la politique

universitaire du pouvoir. Les étudiants veulent pouvoir travailler. En ce vendredi 29 novembre, ils l'ont vigoureusement démontré.



LES SYNDICATS

C.G.T. C'est un fait avéré que la situation de l'Enseignement public dans notre pays s'est dégradée, à tous les niveaux, jusqu'à devenir dramatique. Il faut être Premier ministre ou ministre de l'Education nationale ou tout autre « inconditionnel » de la V^e République pour affirmer le contraire, à coups de contre-vérités qui en définitive ne trompent personne, mais à partir desquelles « la majorité » se donne un semblant de bonne conscience tout en éludant les problèmes posés. La grève universitaire actuellement en cours et qui rassemble l'immense majorité des professeurs et étudiants à l'appel des syndicats de l'Enseignement supérieur et de l'Union Nationale des Etudiants de France, vient à point nommé mettre l'accent sur ces problèmes qui engagent l'avenir de notre pays.

La C.G.T., qui s'est prononcée en faveur du plan Langevin-Wallon et de la démocratisation de l'enseignement, et qui n'a cessé de dénoncer, avec l'ensemble des organisations démocratiques, et notamment celles de l'enseignement et l'U.N.E.F. le détournement de deniers publics que représentent les subventions exorbitantes à l'enseignement privé, affirme en la circonstance à la fois le grand intérêt que la classe ouvrière attache au succès des revendications posées et sa pleine solidarité avec les promoteurs du mouvement universitaire.

Cette solidarité se rattache, de surcroît, à une option politique fondamentale. Car l'action des universitaires pour donner à l'enseignement public la place et les moyens qu'il doit avoir dans un grand pays démocratique, rejoint celle que les organisations de la C.G.T. mènent contre les impératifs d'une politique dont les objectifs et la finalité sont contraires aux intérêts des travailleurs. C'est le même choix politique qui commande l'adoption ou le refus de mesures tant en faveur de l'enseignement démocratique que du progrès social : sur aucun de ces plans, la grandeur de la France, pourtant si chère au pouvoir, ne saurait s'accommoder de la médiocrité !

C'est pourquoi le Bureau de la C.G.T. salue l'action des professeurs et étudiants comme une contribution importante à la lutte, qui demeure la sienne pour le progrès et la démocratie.

C. F. T. C. Un ministre qui préfère s'abstenir d'affronter la colère de l'Université et se réfugie à la Tribunaux du Palais-Bourbon pour rejeter les difficultés croissantes de l'Enseignement Supérieur sur la IV^e République : manque de locaux par ailleurs trop petits et dispersés ; mauvaise organisation du travail universitaire faute d'un encadrement suffisant en assistants, maîtres de conférences, moniteurs... C'est le procès général de la politique gouvernementale en matière d'enseignement qu'entend faire devant l'opinion publique, la grève unanime des enseignants et étudiants. Depuis très longtemps, la C.F.T.C. a dénoncé l'insuffisance notoire des crédits réservés à l'Education nationale. « Secteur qui pourtant devrait être privilégié de la part de dirigeants se disant soucieux de l'intérêt national » et a fait de ce problème une de ses préoccupations essentielles avec celui d'une véritable démocratisation de l'enseignement à tous les niveaux. Nous sommes solidaires des efforts conjugués des enseignants et des étudiants pour obtenir les crédits et les hommes dont l'Université a besoin pour continuer à mener sa tâche traditionnelle de formation, tâche à laquelle les besoins présents et croissants de notre société donnent une ampleur nouvelle.

C. G. C. Le Bureau de la Confédération Générale des Cadres, sans prendre, dans le détail, position sur chacune des revendications des organisations syndicales qui participent à la grève de l'Université, approuve globalement une action destinée à obtenir des Pouvoirs publics les décisions et les moyens nécessaires pour améliorer la situation de l'Enseignement supérieur, en ce qui concerne notamment la construction de locaux (salles de travail, amphithéâtres, bibliothèques, laboratoires), le recrutement et la formation des enseignants, l'allègement des règles administratives qui s'opposent à l'utilisation complète des crédits, l'aide financière aux étudiants (bourses, prestations d'études).

LA CONFEDERATION FORCE OUVRIERE APPUIE L'ACTION DECLENCHEE PAR L'U.N.E.F. ET L'ASSURE DE SA COMPLETE SOLIDARITE. AMICALEMENT.

LA GRÈVE

LA GREVE A PRIS SELON LES ASSOCIATIONS OU LES VILLES UN ASPECT UN PEU DIFFERENT. LE THEME NATIONAL DE LA GREVE PORTAIT SUR LE BUDGET DE L'EDUCATION NATIONALE. DES OBJECTIFS PLUS PARTICULIERS S'AJOUTAIENT A CE THEME CENTRAL SELON LES ASSOCIATIONS. DES RESPONSABLES DE LA CORPO DES SCIENCES DE GRENOBLE ET STRASBOURG NOUS ONT EXPLIQUE CE QUI S'ETAIT PASSE CHEZ EUX CETTE SEMAINE. ENFIN NOUS AVONS DEMANDE A MICHEL MOUSEL, PRESIDENT DE L'U.N.E.F. DE NOUS FAIRE UN PREMIER BILAN DE CETTE GREVE.

CORPO DES SCIENCES

Pourquoi cette grève ?

Au niveau de la Halle aux Vins, le problème essentiel est un problème de locaux. C'est là, du moins, que le scandale est le plus manifeste: non seulement pas de constructions nouvelles, mais encore, retard de deux ans dans les constructions prévues. Pas assez de salles de travail et mauvaise disposition de celles qui existent. Sans compter les constructions « provisoires » ou les installations « provisoires » des salles de T.P. dans les chais (je pense en particulier aux laboratoires de botanique tropicale dans un chais qui vient de s'effondrer.

Lié à cela, il y a le problème de certains certificats où les étudiants peuvent s'inscrire mais sans pouvoir s'inscrire aux T.P. faute de place. Or, les T.P. sont obligatoires. C'est le cas en botanique par exemple, pour une cinquantaine d'étudiants qui ne peuvent donc pas finir leur licence. Et puis il y a tous les autres problèmes. Ils font que notre travail revendicatif se trouve naturellement engagé aux côtés de l'U.N.E.F. et du S.N.E.S.

Quelles conclusions tires-tu de cette grève ?

D'abord pour nous, cette grève est une réussite :

— parce qu'elle a été unanime ;

— parce qu'elle correspond aux revendications réelles des étudiants.

Donc parce qu'elle nous donne une position de force vis-à-vis des Pouvoirs publics et des responsables de la faculté. Mais ce n'est qu'une action d'avertissement. En particulier, si rien n'est fait fin décembre, nous pensons, comme en 1958, manifester dans la rue avec le doyen et les professeurs. La situation est trop grave pour attendre encore. Nous agirons jusqu'à satisfaction complète.

GRENOBLE

Grenoble. 160.000 habitants, 15.000 étudiants qui du 25 au 30 novembre ont fait grève pratiquement à 100 %. Carrel, président de l'A.G.E. parle des objectifs plus particuliers de la grève à Grenoble. Dans la semaine précédant la grève, les étudiants, en « procession » ont planté une tente et construit un mur dans le campus universitaire de Saint-Martin d'Hères, très précisément sur l'emplacement d'une cité devant ouvrir en octobre 64 et dont les travaux ne sont toujours pas commencés. Un vrai scandale ce campus : des locaux préfabriqués pour les propé-lettres à 3 km de la ville, dans la boue et les marécages. Les crédits devant permettre les constructions de cités et leur aménagement sont supprimés ; comme sont supprimés les crédits pour la Faculté de Lettres, l'Institut Polytechnique. Et puis bien sûr, comme partout, des locaux trop petits.

Comment s'est passée la grève ?

Elle a été suivie pratiquement à 100 % pendant toute la semaine. En sciences, où les profs n'ont pas fait grève — ils l'avaient faite pendant 8 jours 3 semaines avant, avant l'action nationale — elle a malgré tout été suivie par les étudiants à 99 %. Le lundi nous avons organisé un cours public (600 personnes) fait par un professeur de Lettres sur la situation actuelle de l'Université et sur nos objectifs. Vendredi nous avons fait meetings et manifestations, il y avait 2.500 étudiants environ.

Quels seront les prolongements de cette grève ?

Cette grève, discutée et votée en amphi a amené chez les étudiants une prise de conscience suffisante pour qu'ils restent mobilisés, attendent des résultats rapides et prolongent leur action jusqu'à obtenir complète satisfaction d'une part, et que d'autre part, ils élargissent leurs revendications sur des objectifs qualitatifs, sur le contenu de l'enseignement et l'indépendance de l'Université.



STRASBOURG

SCHREINER, PRESIDENT DE L'A.G.E. DE STRASBOURG NOUS PARLE DU CONTENU DE LA GREVE.

Pour la première fois, ce sont les amicales et les corpos qui ont décidé de la durée et des modalités de la grève. Pour la première fois aussi la grève a été votée dans les amphis. Ceci a permis une meilleure préparation de notre action. La grève a duré une semaine en Lettres et Sciences, ailleurs la durée a été variable selon les amicales.

Les ouvriers lorsqu'ils se mettent en grève ne sont pas payés. Il n'y a rien de semblable en milieu étudiant. — Est-ce qu'à Strasbourg vous avez cherché une forme nouvelle de grève ?

Il est évident que tant que le salaire étudiant ne sera pas acquis il ne peut y avoir de comparaison avec les ouvriers, par contre nous avons voulu que la grève prenne une signification supplémentaire.

GREVE DU ZELE

En fac de Médecine nous avons fait une grève du zèle. Il n'y a eu que deux jours de grève effective, jeudi et vendredi, les autres jours nous avons cherché à promouvoir les réformes que nous souhaitons. Nous avons contacté les associations d'internes et d'externes pour que effectivement pendant 8 jours les étudiants de 2^e et 3^e années aient une pratique hospitalière. Le délégué d'amphi a été trouvé le professeur après chaque conférence pour discuter avec lui de son cours et obtenir qu'il fournisse à l'avance des plans de ses exposés. Bien sûr nous allons maintenant essayer de faire appliquer définitivement ces réformes.

GREVE PARTICIPATION

Nous avons cherché à faire de cette grève une grève participation. A l'E.N.I.S. (Ecole Nationale d'Ingénieurs de Strasbourg) il y a eu cours tous les jours de 8 à 9 heures, ensuite grève sur le tas, et réunion jusqu'à midi avec des responsables de l'Amicale et quelques professeurs, sur la réforme de l'Enseignement à l'Ecole. Il y a eu une participation à 80 %. Des commissions de travail ont été créées pour continuer le travail entrepris.

Au C.R.E.P.S. (les sportifs) il y a eu grève d'une semaine et tout le monde est resté ; chaque jour une Assemblée générale réunissait une centaine de gars (sur 160) qui ont étudié avec les profs les problèmes propres à leur discipline. responsables de l'Amicale et quelques professeurs, sur la réforme de l'Enseignement à l'Ecole. Il y a eu une participation à 80 %. Des commissions de travail ont été créées pour continuer le travail entrepris. Au C.R.E.P.S. (les sportifs) il y a eu grève d'une semaine et tout le monde est resté ; chaque jour une Assemblée générale réunissait une centaine de gars (sur 160) qui ont étudié avec les profs les problèmes propres à leur discipline.

La grève a permis à de petits groupes (comme le Technique Supérieur) de faire un réel travail syndical et ceci malgré (ou à cause) des sanctions qu'ils risquaient en faisant grève. On a pu constater une syndicalisation propre à leur discipline et intégrée dans l'ensemble des problèmes de l'Association générale.

En Lettres, Sciences et Droit la grève a été faite sans que les gars partent en vacances.

Chaque jour des assemblées générales ont réuni étudiants, responsables et professeurs sur la réforme d'études dans leur discipline, les cours, travaux pratiques, commissions mixtes (étudiants et professeurs).

Sur le plan de l'Association générale on a organisé une conférence-débat avec 500 étudiants et une cinquantaine de

professeurs sur la réforme de l'Université. Pendant cette grève nous avons fait un travail commun avec les syndicats (C.G.T., C.G.C., F.O., C.F.T.C.) il y a eu une assemblée générale et une discussion commune sur la démocratisation de l'enseignement, une sensibilisation du public aux problèmes de l'enseignement, à une planification de l'Université. Enfin une manifestation a eu lieu le vendredi avec 1.500 étudiants (le double de l'an dernier).

EN CONCLUSION

Cette grève, nous imposant d'en expliquer les motifs, a

permis une syndicalisation du milieu. Le fait que les étudiants soient restés montre leur besoin de comprendre et leur désir de travailler à une réforme de leurs études.

Sur le plan des professeurs, le mur a été fissuré, maintenant il s'agit d'ouvrir la brèche en particulier par les commissions mixtes.

La forme qu'a pris la grève et son succès ont montré la force de notre action revendicative. Je crois, sur le plan du mouvement qu'il faut repenser la conception de la grève et surtout de son contenu.



MICHEL MOUSEL

— Peux-tu nous faire un premier bilan de cette semaine de grève ?

— « La semaine d'action a été un très grand succès quant à la façon dont les étudiants y ont répondu. En effet, pour la première fois peut-être que l'U.N.E.F. lançait une grève dépassant, dans l'ensemble, 48 heures, on peut dire que le pourcentage global d'étudiants grévistes a été de 90 %. Toutefois, je ne pense pas que ce soit uniquement à l'absentéisme aux cours et aux T.P. qu'il faille juger une grève, et surtout une grève longue comme la nôtre. Pour la première fois, en effet, nous avons recherché des formes de grève qui donnent la possibilité aux étudiants de manifester leur volonté, non par un absentéisme passif, mais par des gestes positifs.

C'est ainsi que le système du **vote de la grève** dans la semaine qui la précédait, très souvent organisé par les A.G.E. ou les corpos, semble avoir été très efficace en ce sens. La grève n'était ainsi plus la décision exclusive de la direction syndicale, mais la volonté exprimée des étudiants, sur la proposition des responsables syndicaux. Ceci a permis de faire en sorte que beaucoup d'étudiants considèrent que la grève était **leur** grève.

Mais ceci se situait avant la semaine d'action. Pendant cette semaine, de très nouvelles formules ont été expérimentées. A mon avis, elles ont été insuffisamment utilisées et diffusées, mais du moins constituent-elles des expériences que nous pourrions mettre en application d'une manière beaucoup plus généralisée dans l'avenir. Toutes les expériences avaient pour but de créer, pendant la grève, une

discussion entre étudiants et enseignants sur les problèmes posés par la grève — problèmes des moyens de l'enseignement supérieur, de sa réforme, du salaire étudiant. C'est ainsi que, dans certains cas, des colloques ont été organisés à la place des cours et T.P. entre étudiants et professeurs, pour discuter des problèmes de réforme ; ailleurs, ont été réalisés des cours ou des T.P. « expérimentaux », c'est-à-dire essayant de s'approcher de la forme, des méthodes que nous souhaitons ; ailleurs encore, la grève a été l'occasion de lancer les G.T.U., etc. Dans l'ensemble, ces expériences ont été menées avec succès et il sera nécessaire que nous en tirions le maximum d'enseignements.

— Au cours de cette semaine, il y a eu de nombreuses discussions étudiants-professeurs. Qu'en penses-tu ?

— « Donc, il y a eu des discussions entre étudiants et professeurs au cours de cette grève, discussions sur des questions de fond, alors que jusqu'ici les relations n'existaient qu'entre responsables syndicaux et se limitaient à des questions d'organisation. Ceux de nos camarades qui animaient les débats nous ont cité des cas où les professeurs ne souhaitaient pas discuter des problèmes de réforme, d'autres où des désaccords se manifestaient dans la discussion. Je pense qu'il ne faut pas s'en étonner outre mesure. Je dirais même que le contraire eût été surprenant. Ces divergences, quand elles se sont produites, ont simplement prouvé que les questions avaient été abordées très au bord. Il est normal que les professeurs et les étudiants n'abordent pas les problèmes avec la même optique. Il ne faut, ni se scandaliser de ces désaccords ni interrompre pour autant le dialogue : ils seront fructueux s'ils permettent aux uns et aux autres de mieux appréhender l'ensemble du sujet. »

— **Quelle efficacité a eu cette grève par rapport à son objectif budgétaire ?**

— « Il est sans doute encore trop tôt pour savoir si le gouvernement donnera satisfaction à nos objectifs. Ce qui est dès maintenant certain, en tous cas, c'est que cette semaine d'action l'a considérablement gêné, et en particulier par ses répercussions sur l'opinion publique. Elle nous a permis en effet de faire un effort sans précédent d'information pour l'ensemble de l'opinion sur les problèmes des étudiants et de l'Université.

Aussi le gouvernement a-t-il manifesté quelque nervosité. Les interdictions des manifestations, leur répression, les poursuites engagées contre les responsables, ont voulu certainement nous intimider et en fait n'ont donné que plus de publicité à notre action. Sans compter que, peut-être Monsieur Fouchet a-t-il voulu plus ou moins consciemment se venger de tout le bruit qui a été fait autour de sa crainte d'aller publiquement à la Sorbonne.

— **Quelles sont maintenant les perspectives d'action ?**

— « Cette grève a montré la puissance du syndicat étudiant lorsqu'il réalise l'action de la grande masse des étudiants. Elle a été un test de nos forces et de

la volonté des étudiants d'agir dans le cadre de l'U.N.E.F. Il faut maintenant tirer parti de tout ce qui a été positif.

Nous aurons probablement à reprendre une action syndicale nationale dans le courant du second trimestre, mais, d'ici là, il ne faut surtout pas nous arrêter. Il faut poursuivre l'action commencée avant même la grève pour transformer sur place, dans la mesure du possible, nos conditions de travail, les relations étudiants-enseignants, les méthodes pédagogiques (poursuite, par exemple, de l'opération G.T.U.). En même temps, il faut que nous intensifions notre travail de conception de la réforme de l'enseignement supérieur, et cela d'autant plus que la commission des 18 sages, dite avec un certain humour : « Commission Fouchet », a commencé ses travaux.

Cette action permanente de transformation, de prise en charge par nous-mêmes de certaines des réformes que nous proposons, ne doit pas tomber dans la facilité. Il faut qu'elle soit intense, qu'elle provoque la discussion entre tous les étudiants et enseignants sur les questions de réforme. C'est la condition du succès de nos actions futures.



21 27 L'Etudiant de France

N° 4 - DECEMBRE 1963 - JANVIER 1964

Pages 4 à 10